La conférence de Bandung (1955) et le non-alignement
Une réponse des pays du Tiers Monde à la bipolarisation du monde

I La conférence et ses résolutions

La conférence des peuples afro-asiatiques de Bandung (18-25 avril 1955), en Indonésie, les pays du tiers-monde sont brusquement placés au premier plan de l'actualité.
Vingt-neuf nations, **représentant plus de la moitié de l'humanité mais seulement 8% de ses richesses**, y sont représentées : Afghanistan, Arabie saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine populaire, Côte-de-l'Or (futur Ghana), Égypte, Éthiopie, 11 de, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Nord-Vietnam, Pakistan, Philippines, Soudan, Sud-Vietnam, Syrie, Thaïlande, Turquie, Yémen.

La conférence, présidée par Soekarno, est divisée en trois commissions :

- politique
- coopération culturelle
- coopération économique.

La résolution finale **affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la souveraineté et l'égalité entre toutes les nations, le refus de toute pression de la part des grandes puissances et de toute ingérence dans les affaires intérieures des États**. Elle réclame le règlement, par voie pacifique, de tous les différends, le désarmement, l'interdiction des armes atomiques.

Le communiqué final de la conférence établit que les pays représentés se sont mis d'accord pour *«déclarer que le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis, fin rapidement»* et pour affirmer que *« la question des peuples soumis à l'assujettissement à l'étranger à sa domination et à son exploitation, constitue une négation des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la charte des Nations unies et empêche de favoriser la paix et la coopération mondiales».*

Enfin, la conférence propose la création d'un fonds des Nations unies pour le développement économique, la mise au point de projets communs aux pays représentés et, au plan culturel, le *«droit fondamental des peuples à étudier leur propre langue et leur propre culture ».*

Véritable triomphe pour **Soekarno**, à l'époque Président de l'Indonésie, la conférence est aussi un grand succès pour la Chine. Son représentant, **Zhou Enlai**, très écouté, se pose, ainsi que Nehru, en défenseur convaincu de la coexistence pacifique. Dans un discours « raisonnable», il se montre en effet partisan de la tolérance, rejette toutes les accusations de subversion lancées contre son pays, ce qui lui vaut un succès qu'il sait habilement exploiter. Le débat sur le colonialisme prend néanmoins un tour passionné quand les participants présentent un projet de résolution condamnant *« tous les types de colonialisme, y compris les doctrines internationales recourant aux méthodes de force, d'infiltration et de subversion».* D'ailleurs, les puissances « blanches» (Israël et l'URSS) ou trop fortement inféodées à un bloc (Mongolie) n'ont pas été invitées. **Au total, cette conférence, sans grand effet immédiat, vaut surtout pour son vaste retentissement**. Elle fait naître l'espoir que dans les grandes décisions internationales, les peuples du tiers-monde auront leur mot à dire et seront en mesure de faire prévaloir **une « troisième voie »**, neutraliste, dans la confrontation entre les deux « superpuissances ».

II Le « non-alignement »

La conférence de Bandung inaugure une nouvelle attitude collective des pays du tiers-monde : le non-alignement. Une ligne politique, fondée sur la volonté d'opposer l'indépendance et la

souveraineté nationales aux ingérences ou à la domination des plus grands, s'est développée en Yougoslavie après la rupture avec l'Union soviétique et dans les pays récemment affranchis du joug colonial. T**ito, Nehru et bientôt l'Egyptien Nasser en deviennent les principaux animateurs** et s'appliquent à lui donner, sinon des formes vraiment institutionnelles, du moins des éléments de constance et d'efficacité. Une première rencontre, en juillet 1956, leur permet de définir quelques positions communes concernant la sécurité internationale et les conditions du maintien de la paix. Désormais, des conférences quasi régulières réunissent les pays non alignés : à Belgrade en septembre 1961, au Caire en 1964, à la Havane en janvier 1966, etc… se tiennent successivement de grandes assemblées du tiers-monde, souvent présentées comme les états généraux des peuples non alignés.

Des querelles internes et l'influence grandissante des « tuteurs » communistes du tiers-monde ébranlent le mouvement des non-alignés. **Tous réaffirment, au fil de leurs rencontres, l'attachement à la coexistence pacifique, le droit à l'émancipation et à la libération économique, surtout à un partage équitable des richesses du globe**. Mais des divisions apparaissent entre les tenants d'un strict neutralisme (l'Inde) et les partisans d'une action résolue contre le néo-colonialisme et l'impérialisme (en particulier les États africains).

Bien plus, chez les grands leaders, **l'unanimité est plus apparente que réelle**. Pas plus que Nehru n'apprécie l'empressement de Nasser à le supplanter, N'Krumah ne reconnaît le leader égyptien pour guide de l'Afrique, et Nasser lui-même n'entend pas laisser aux Soviétiques les mains libres sur le continent noir.

Les tensions internationales de l'automne 1962 (conflit sino-indien, crise cubaine) étalent au grand jour les divergences idéologiques entre les «tuteurs communistes» du tiers-monde. Les afro-asiatiques doivent choisir non seulement entre le non-alignement et un neutralisme procommuniste, mais entre deux conceptions de la coexistence, notamment celle des Chinois qui font de la lutte pour l'indépendance nationale la condition de la paix, et celle des Soviétiques. À Colombo, en décembre 1962, les non-alignés abandonnent en fait leur doctrine en refusant de prendre parti pour l'Inde contre la Chine.